



Jeudi 22 juin 2017

Après la défaite, préparer l'avenir du socialisme

La longue séquence électorale à laquelle nous assistons depuis la rentrée 2016 est terminée. Emmanuel Macron a remporté son pari et dispose désormais d'une large majorité pour appliquer son projet. Dans notre circonscription comme ailleurs, c'est la candidate de la majorité présidentielle, Zivka PARK qui l'a emporté avec 600 voix d'avance sur le candidat Les Républicains. Cette élection a cependant été marquée par une forte abstention qui provoque en réel écart en termes de voix pour les candidats entre 2012 et aujourd'hui : j'ai remporté l'élection avec 18 257 voix en 2012 contre 9 791 pour Madame Park aujourd'hui. Mon adversaire de l'époque récoltait lui presque 5 000 voix de plus que la nouvelle députée en Marche. Cette faible mobilisation (57,4% sur le territoire national) questionne la légitimité de la nouvelle assemblée et l'adhésion au programme du Président.

Dans notre circonscription, l'abstention est de 69,7%, soit près de 7 électeurs sur 10 qui ne se sont pas déplacés. Il s'agit d'un record ici comme sur le territoire national qui remet en cause la représentativité du mode de scrutin et l'équilibre des institutions et qui souligne la dépréciation des élections parlementaires depuis la réforme constitutionnelle qui a placé les élections législatives dans le sillon de l'élection présidentielle. Pour preuve, ce taux d'abstention n'était que de 29,03% au second tour des élections de 1997 et il n'a depuis cessé d'augmenter : 39,69% en 2002, 40% en 2007 et 44% en 2012. L'inversion du calendrier électoral a grandement participé à démotiver une partie de l'électorat qui ne se mobilise plus. Ces résultats posent donc la question de nos institutions : quelles modifications pour une plus grande représentativité au Parlement ? Comment redonner de l'importance au scrutin législatif et au mandat parlementaire ? Il faudra apporter rapidement des réponses à ces interrogations si l'on ne veut pas courir le risque d'un désintérêt définitif des citoyens vis-à-vis de la politique.

L'autre leçon à tirer de ce scrutin c'est celle de la lourde défaite de la gauche et du parti socialiste dont sont d'ailleurs issus certains rescapés qui ne manqueront pas de soutenir la majorité présidentielle, accentuant le péril pour le pluralisme dans cette Assemblée « en marche ». Je faisais déjà le constat dans mes dernières communications de l'état de délabrement dans lequel se trouve notre famille politique et de l'immense chantier qui s'ouvre. Nous ne pourrions pas reconstruire sans discuter et questionner les raisons de l'échec. Je crois que le travail qui nous attend porte sur notre histoire récente et ancienne. Il nous faudra revenir sur le bilan de ce quinquennat. Mais il nous faudra également revenir sur ce qu'a construit le parti socialiste depuis sa création et quelles ont été les erreurs dans son évolution. Je crois que nous avons perdu le vote des classes populaires il y a bien longtemps alors qu'elles constituaient nos forces vives et les premiers bénéficiaires de nos combats. Le socialisme n'est pas mort mais il doit étudier son histoire pour revenir au premier plan.

Plutôt que de s'autoriser le temps de la réflexion, certains voudraient provoquer un congrès rapidement. Réalisé à la hâte, il ne permettrait pas de clarifier la ou les lignes politiques et de statuer calmement sur l'avenir du parti. Il ne ferait qu'accentuer la fracture entre ces deux gauches qui apparaissent aujourd'hui comme irréconciliables. Il nous appartient pourtant de porter le débat et de décider collectivement à l'avenir du socialisme, de la gauche et du pays ensemble. En tant qu'ancien député, je ne souhaite nullement renoncer à mes engagements et j'espère me rendre utile. Je veux mettre à disposition de la reconstruction mon énergie et mon expérience pour préparer l'avenir du socialisme et de cette génération qui devra désormais porter nos valeurs. Ne nous laissons pas marginaliser par le nouveau Président et son parti. Il a réussi à imposer l'idée que la gauche et la droite aillant faillis, il fallait qu'émerge un parti et de gauche et de droite. Il n'en est rien et l'imposture idéologique ne saurait perdurer durant cinq ans.

Il en va de même pour le soi-disant renouvellement présenté par en marche qui n'est qu'une façade. En réalité tout change pour que rien ne change et ce sont toujours les mêmes recettes libérales qu'on nous administre depuis 30 ans. Rajeunir les visages n'y changera rien. Le mirage n'aura d'ailleurs pas tenu longtemps sur certains sujets puisque les arroseurs de la moralisation ont fini arrosés par les affaires. Cette gauche et droite acquise à la thèse du libéralisme qui voudrait imposer l'illusion qu'il n'existe pas d'alternative ne doit pas obtenir l'hégémonie politique. Il nous faut donc redéfinir les orientations et nous préparer à mener un combat sur les idées face aux héritiers de Tony Blair et François Hollande qui nous gouvernent désormais. Ne nous laissons pas gagner par le pessimisme, cette défaite nous offre l'opportunité de l'introspection et de l'écoute de l'Histoire, à nous de la saisir pour en sortir grandi.